



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Les opportunités, les défis et les problèmes politiques auxquels sont confrontés les chaînes de valeur du lait frais au Mali

Ryan Vroegindewey, Robert B. Richardson, David L. Ortega et Veronique Theriault

Les opportunités pour les chaînes de valeur du lait frais au Mali

La demande régionale de produits laitiers est en croissance. Au Mali, comme dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest, la demande pour des produits laitiers est en croissance et ce, particulièrement en milieu urbain. De la fin des années 1980 jusqu'au milieu des années 2000, la part des dépenses alimentaires des ménages consacrée aux produits laitiers a augmenté de 50 % dans les zones urbaines du Mali.¹ Plus d'un cinquième des volumes totaux de produits laitiers (83 sur 376 millions de litres par an) est consommé dans la capitale malienne, Bamako.² Cette demande croissante a conduit à l'émergence de filières périurbaines de lait frais.

Cette croissance présente une opportunité pour le secteur laitier malien. Les pays riches en élevage, comme le Mali, sont dans une position exceptionnelle pour bénéficier du développement des chaînes de valeur du lait frais. Le secteur de l'élevage, y compris les produits laitiers, représente environ 20 % du produit intérieur brut agricole du Mali.³ Ainsi, développer et commercialiser des produits laitiers à haute valeur ajoutée est une politique clé pour la croissance économique du Mali. Ceci pourrait même conduire à une création significative d'emplois et à une augmentation des revenus.

La lutte du lait frais contre la concurrence des importations

L'offre de lait au Mali et dans la région n'a pas suivi le rythme de la demande croissante. La demande laitière dans les zones urbaines d'Afrique de l'Ouest est sur le point de dépasser l'offre par un facteur cinq, voire plus, d'ici 2040. Ceci pourrait entraîner une augmentation des prix de consommation et/ou une dépendance accrue

des importations.⁴ La figure 1 montre les tendances linéaires de l'offre par habitant de lait de vache domestique et de lait importé, sur la base de la production laitière et de la croissance démographique de la dernière décennie. Au fil du temps, l'offre intérieure a diminué tandis que les importations ont augmenté.

Les importations dominent déjà les marchés laitiers à Bamako. Le lait en poudre, entièrement importé, représente plus des deux tiers de la consommation laitière à Bamako.⁵ La figure 2 fournit une cartographie des chaînes de valeur laitières de Bamako. Les produits fermentés (comme les yaourts) et le lait liquide transformé, qui sont tous deux souvent fabriqués avec du lait en poudre reconstitué, représentent un cinquième de la consommation. Bien que les entreprises basées à Bamako fabriquent la plupart des produits laitiers, les marques les plus établies sont majoritairement ou entièrement fabriquées à partir de lait en poudre.⁶ La plupart des produits laitiers frais à base de lait sont fabriqués par des coopératives laitières périurbaines ou par des petits transformateurs artisanaux. La dépendance globale vis-à-vis du lait en poudre dans la transformation et la consommation – en dépit d'une préférence perçue pour le lait frais local – est un constat commun qui a été documenté au Sénégal et plus généralement en Afrique de l'Ouest.^{7,8}

Les principaux enjeux politiques

Une dichotomie dans les politiques maliennes contribue à expliquer cette inadéquation entre la demande et l'offre de lait frais. D'une part, le Mali a identifié le développement des produits de l'élevage, y compris ceux laitiers, comme étant une priorité.⁹ Le gouvernement s'est également fixé comme objectif de répondre à toute la demande malienne en produits laitiers

en recourant à la production nationale.¹⁰ Pour atteindre cet objectif, le gouvernement a mis en place une stratégie consistant à développer des centres de regroupement de lait frais autour des centres de consommation urbains. Malgré cela, les chaînes de valeur périurbaines de lait frais restent sous-développées. Deux aspects politiques expliquent, en partie, cela.

Premièrement, la stratégie de développement national du Mali visant à accroître la compétitivité des chaînes de valeur du lait frais s'est concentrée sur la résolution des contraintes en amont. Le soutien direct du gouvernement aux chaînes de valeur laitières a été limité et largement concentré sur les segments ruraux en amont, en particulier l'insémination artificielle, la formation des agriculteurs et la construction de centres de collecte.¹¹ Pendant ce temps, le gouvernement a accordé peu d'attention aux contraintes en aval. Il y a eu peu de coordination avec les entreprises situées dans les segments urbains de ces chaînes de valeur (c'est-à-dire celles impliquées dans la fabrication et la vente au détail de produits). Par conséquent, les chaînes de valeur du lait frais n'ont pas attiré d'investissements significatifs.

En plus d'un manque d'investissement pour les segments en aval, il y a le manque de politiques pour assurer la qualité des produits laitiers. Deux problèmes de qualité sont particulièrement pertinents et ceux-ci ne sont pas uniques au Mali. Le premier concerne la composition incertaine des ingrédients. Les consommateurs ignorent la composition des ingrédients des différentes marques et peuvent être induits en erreur par des pratiques d'étiquetage ambiguës ou fallacieuses. Deuxièmement, bien que les consommateurs urbains apprécient les produits alimentaires locaux, leurs préoccupations concernant la sécurité des produits peuvent les amener plutôt à se tourner vers les marques étrangères. En Afrique subsaharienne, les consommateurs de produits laitiers sont préoccupés par la manipulation hygiénique, les niveaux d'aflatoxine, l'emballage des produits, l'odeur et la couleur. Ceux-ci peuvent affecter la qualité du produit. Au Mali, la réglementation exige que tous les produits alimentaires soient certifiés par l'Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (ANSSA).¹² La présence du logo de l'ANSSA sur l'emballage indique aux consommateurs qu'un produit répond aux normes et aux standards de sécurité

alimentaire du *Codex Alimentarius*. Cependant, peu de produits laitiers importés ou nationaux portent ce logo et ce, en raison des coûts élevés de certification et de conformité, de la faible mise en vigueur des lois gouvernementales et de la reconnaissance limitée de la certification par les consommateurs maliens.

Deuxièmement, l'approche visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle s'est largement concentrée sur l'augmentation de l'accès aux produits de base importés, plutôt que sur le renforcement des chaînes de valeur nationales. Le gouvernement malien a réduit la fiscalité des principaux produits de base importés. Par exemple, il a désigné le lait en poudre comme un « bien de première nécessité » tant pour les consommateurs que pour les entreprises et, par conséquent, le soumet à un tarif extérieur commun (TEC) bas de 5 %.¹³ En outre, le gouvernement a systématiquement accordé des exonérations tarifaires temporaires sur les importations, telles que le lait en poudre et le riz lors des périodes festives (ex., les mois de Ramadan) ou d'insécurité alimentaire.

Les producteurs laitiers d'Afrique de l'Ouest considèrent que le lait en poudre comme une menace majeure en raison de son prix abordable. Ils ont plaidé pour un TEC (tarif extérieur commun) plus élevé afin de renforcer la compétitivité du lait frais. Un approvisionnement plus équilibré en lait frais et en lait en poudre au Mali pourrait également constituer un amortissement contre les chocs de prix.¹⁴ Par exemple, au beau milieu de la pandémie de COVID-19, la fermeture des frontières au Mali et le ralentissement économique dans les pays exportateurs ont fait grimper les prix du lait en poudre jusqu'à 20 %, alors même que les circuits locaux d'approvisionnement en lait frais ont continué de fonctionner.

Conclusion

Le secteur laitier malien a l'opportunité de répondre à la demande régionale croissante de produits laitiers. Deux réformes politiques permettraient au Mali de mieux se positionner afin de saisir cette opportunité de croissance à grande échelle.

1. **La politique devrait élargir son approche du développement du secteur laitier.** Le gouvernement et ses partenaires de

développement devraient poursuivre leur travail pour développer les segments ruraux en amont, tout en élargissant leur attention pour encourager une meilleure coordination et de plus grands investissements dans les segments en aval jusqu'à alors négligés (par exemple, la traçabilité des ingrédients, l'étiquetage des produits, l'assurance de la sécurité alimentaire).

2. **La politique devrait renforcer la compétitivité du lait frais domestique.** Les politiques et les incitations du marché devraient être mieux alignées et ce, afin d'atteindre l'objectif déclaré du gouvernement en matière de sécurité alimentaire grâce à l'offre nationale plutôt que les importations. Les décideurs politiques devraient se concentrer sur l'amélioration de l'accès à un approvisionnement en lait frais abordable et de haute qualité dans les zones urbaines.

Cette série de bulletins politiques présente de nouvelles preuves empiriques qui fournissent des nouvelles idées pour réorienter la stratégie commerciale du lait frais. Adoptant une perspective à l'échelle de la chaîne de valeur pour le développement du secteur, trois études abordent les questions suivantes :

1. Marchés de consommation : Les consommateurs et les détaillants maliens sont-ils prêts à payer plus cher pour du lait frais ?
2. Fabrication de produits : Comment les entreprises de lait frais peuvent-elles avoir un avantage concurrentiel par rapport aux produits concurrents fait à base de lait en poudre importé?
3. Production agricole : Quelles sont les motivations politiques pour augmenter l'offre de lait frais par les producteurs maliens ?

À propos des auteurs.

Ryan Vroegindewey est Candidat au doctorat. Département du développement communautaire durable, Michigan State University.

Robert B. Richardson est professeur agrégé au Département du développement communautaire durable, Michigan State University (MSU) à East Lansing, MI, USA.

David L. Ortega est professeur agrégé au Département de l'économie agricole, de l'alimentation et des ressources naturelles, Michigan State University (MSU) à East Lansing, MI, USA.

Veronique Theriault est professeur agrégé au Département de l'économie agricole, de l'alimentation et des ressources naturelles, Michigan State University (MSU) à East Lansing, MI, USA.

Ces travaux de recherche ont été réalisés grâce au soutien généreux du peuple américain à travers l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) dans le cadre de l'initiative intitulée « Feed the Future ». Les auteurs assument totalement la responsabilité du contenu de cette étude qui ne reflète point les opinions de l'USAID ni du gouvernement américain.

Copyright © 2022, Michigan State University. Tous droits réservés. Ce document peut être reproduit pour utilisation à des fins personnelles ou dans le cadre d'activités à but non lucratif sans la permission de MSU, mais ce dernier doit être mentionné.

Publié par le Département d'économie agricole, alimentaire et des ressources naturelles, Michigan State University, Justin S. Morrill Hall of Agriculture, 446 West Circle Dr., Room 202, East Lansing, Michigan 48824, USA.

- ¹ Hollinger, F., and Staatz, J. M. (2015). Agricultural Growth in West Africa. *Market and policy drivers*. FAO, *African Development Bank, ECOWAS*.
- ² Authors' calculations from World Bank. (2015). Living Standards Measurement Survey – Integrated Survey on Agriculture 2014. Retrieved from <http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTD/EC/EXTRESEARCH/EXTLSMS/0,,contentMDK:23635506~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:3358997,00.html>
- ³ World Bank. (2017). Project Information Document/Integrated Safeguards Data Sheet. Mali Livestock Sector Development Support Project. Report No: PIDISDSC21148
- ⁴ Zhou, Y., & Staatz, J. (2016). Projected demand and supply for various foods in West Africa: Implications for investments and food policy. *Food Policy*, 61, 198–212.
- ⁵ Authors' calculations from World Bank, 2015
- ⁶ Vroegindewey, R., Richardson, R. B., Chung, K., Theriault, V., & Ortega, D. L. (2021a). Competitive advantage and processor demand for local and imported food ingredients: analysis from an urban dairy market in West Africa. *Journal of Agribusiness in Developing and Emerging Economies*. 159. <https://doi-org.proxy1.cl.msu.edu/10.1108/JADEE-06-2020-0133>
- ⁷ Lefèvre, M. (2014). Do Consumers Pay More for What They Value More? The Case of Local Milk-based Dairy Products in Senegal. *Agricultural and Resource Economics Review*, 43(01), 158–177.
- ⁸ Hollinger, F., and Staatz, J. M. (2015). Agricultural Growth in West Africa. *Market and policy drivers*. FAO, *African Development Bank, ECOWAS*.
- ⁹ Government of Mali, Ministry of Rural Development. (2014). *Plan National d'Investissement Dans Le Secteur Agricole*. Bamako: Government Printing Department.
- ¹⁰ Government of Mali. (2008). *Stratégie de valorisation du lait*. Bamako, Government of Mali, Ministry of Agriculture and Fisheries.
- ¹¹ Government of Mali. (2016). *Évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Valorisation du Lait Cru Local au Mali: Rapport final*. Bamako: Government of Mali, Ministry of Rural Development.
- ¹² Government of Mali. (2006). Décret N°06-259/P-RM du 23 Juin 2006 Instituant l'Autorisation de Mise sur le Marché des Denrées Alimentaires, des Aliments pour Animaux et des Additifs Alimentaires
- ¹³ Levard, L., Broutin, C., Goudiaby, M., Hainikoye, M., Kaboré, K., and Traoré, M. (2019). “Politique commerciale, politiques fiscales et filières lait en Afrique de l’Ouest.” Paris, France: Gret.
- ¹⁴ Corniaux, C., Vatin, F., and Ancy, V. (2012). Lait en poudre importé versus production locale en Afrique de l’Ouest: vers un nouveau modèle industriel? *Cahiers agricultures*, 21(1), 18-24.